

le pouvoir aux travailleurs

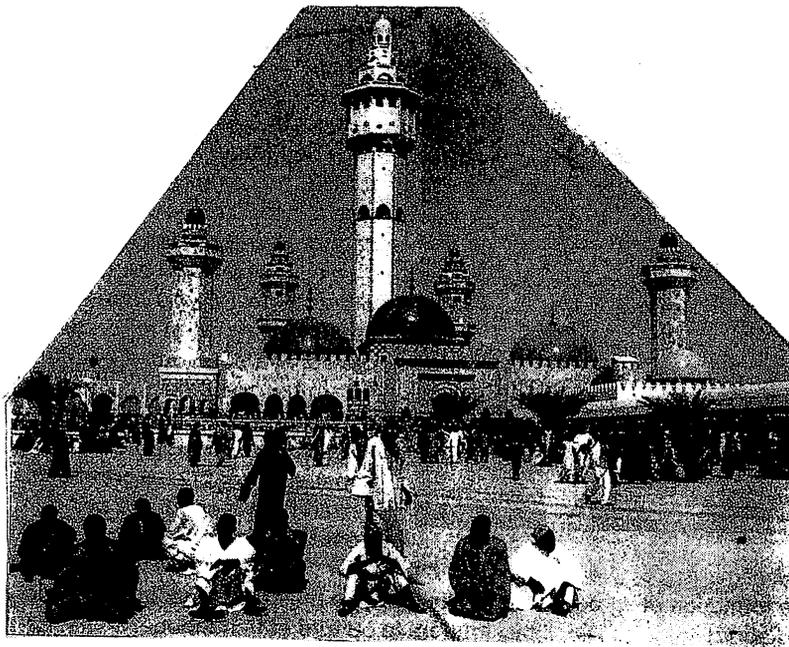
mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 26 MAI 2003

N° 301 PRIX 0,60 Euros (4 F)



S E N E G A L

LES ISLAMISTES VEULENT

IMPOSER LA CHARIA

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

é d i t o r i a l

Page 5
Côte d'Ivoire:
- Gbagbo et son
opposition armée
signent la paix en
préparant la guerre.
- Nouveaux massacres
à l'Ouest (page 6)

Page 9
Elf: Quand Bongo joue
au Monsieur Propre

Page 10
RDC: Flambée de
violence inter
ethnique

Page 12
Immigration: Sarkozy
cherche l'aide des
Etats africains...

Page 14
Retraite: une attaque
inadmissible contre..

ABONNEMENT
FRANCE: 1 an

- Pli ouvert : 70 FF
- Pli fermé : 85 FF
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-postes
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en cou-
pons-réponses inter-
nationaux.

ADRESSE :

DUFEAL-COMBAT OUVRIER
Pour le PAT B.P. 42
92114 -CLICHY Cedex

SENEGAL

**LES ISLAMISTES VEULENT
IMPOSER LA CHARIA**

Le 12 avril dernier le Comité islamique pour la réforme du code de la famille du Sénégal (Circofs) a remis au chef de l'Etat un projet de loi dans le but de le faire adopter par le parlement en remplacement de celui voté sous Senghor en 1972.

Ces partisans de l'instauration de la charia invoquent la "démocratie" pour imposer au Sénégal les lois moyenâgeuses de l'islam. Ils trouvent que les lois en vigueur sont trop favorables à la minorité chrétienne alors que les musulmans représentent selon eux plus de 90% de la population. Wade a attendu plus d'un mois pour finir par dire que ce projet de loi n'était "pas d'actualité". Dans un récent discours télévisé il aurait dit en substance que lui, n'a pas été élu pour modifier la constitution dans le sens proposé par le Circofs, mais que ceux qui veulent aller dans cette direction n'ont qu'à se présenter aux prochaines élections pour promouvoir leur volonté.

Cette réponse, mi-chou mi-chèvre, illustre l'embarras de Wade face à la montée de l'intégrisme musulman au Sénégal. Mais lui-même, comme ses prédécesseurs, a contribué à l'influence grandissante des dignitaires religieux à force de leur faire des courbettes. Ne se dit-il pas fier d'être le talibé du chef de la confrérie mouride de Touba à qui il rend souvent visite en guise de remerciement pour avoir appelé ses fidèles à voter pour lui lors de la dernière élection présidentielle? L'année dernière, lorsqu'à l'occasion d'une mauvaise pluviométrie s'ajoutant à la rapacité des collecteurs d'arachides véreux protégés par le pouvoir en place, les paysans commençaient à se mettre en colère, Wade s'était précipité dans les bras des grands marabouts pour leur demander de calmer les paysans. Une grande prière collective avait été alors organisée dans le stade principal de Dakar pour soi-disant faire tomber la pluie. Tous ces gestes ne font que renforcer les idées réactionnaires dans le pays.

L'influence prépondérante des dignitaires

religieux des différentes confréries n'est pas nouveau au Sénégal. Sous Senghor comme sous Diouf, ils ont toujours été chouchoutés et ont bénéficié d'énormes privilèges. Certains d'entre eux sont devenus des milliardaires tel ce marabout, El Haj Sy qui vient tout récemment de s'offrir une luxueuse limousine coûtant la bagatelle de plus de 1,5 million d'euros. Cet argent provient de l'exploitation des fidèles notamment dans la filière arachide, mais aussi de la corruption et autres facilités accordées par les pouvoirs successifs. Ces grands marabouts sont quasi intouchables. Tout dernièrement encore l'un d'entre eux, Khadim Bouso s'est illustré dans une banqueroute frauduleuse au détriment de la Bicis, une filiale de la BNP. Il a été condamné à une peine de prison ferme et au paiement de 2 milliards de F CFA. Pour échapper à toute poursuite, il est allé se réfugier à Touba, la ville "sainte" des Mourides. Le gouvernement n'a pas osé envoyer la police pour l'arrêter. Touba est en effet une ville où la police et la justice et toute autre administration dépendant de l'Etat comme l'Education nationale, ne pénètrent pas. C'est de fait une ville-Etat, dépendant entièrement du grand khalife. Il a fallu que les dirigeants de la BNP fassent pression sur le gouvernement de Wade pour que ce dernier négocie un marché à l'amiable avec le grand Khalife. Il a été convenu que le marabout truand ne soit pas transféré en prison mais à l'hôpital Le Dantec de Dakar en prétextant une maladie imaginaire. Mais quelques jours après, il s'est de nouveau évaporé avec la complicité bienveillante de la haute administration. Il s'est même payé le luxe d'intervenir sur les ondes d'une radio privée à Touba.

Bien des hommes d'affaires sont connus pour avoir eu des pratiques similaires. Après avoir détourné de l'argent, ils vont se réfugier chez leurs grands marabouts en leur payant le droit de

protection. Ils deviennent intouchables et s'évanouissent ensuite dans la nature.

Ce qui est vrai pour les hommes d'affaires l'est aussi pour la plupart des politiciens. Chacun a son marabout. Même Senghor qui n'était pas musulman mais chrétien, avait des liens étroits avec les grands dignitaires mourides de Touba et des tijanes de Tivaouane. Ils les arrosaient à coups de millions pour acheter leur bienveillance. Mais Senghor lui-même n'était que l'héritier de l'administration coloniale française qui avait octroyé certains droits coutumiers aux dignitaires religieux musulmans, notamment en matière de juridiction locale. Les colonisateurs donnaient en effet aux cadis (juges musulmans) le droit d'intervenir dans les différends familiaux en échange de leur collaboration avec l'administration coloniale. Jusqu'aujourd'hui ces tribunaux musulmans continuent d'exister dans certaines villes même si officiellement ils ne font pas force de loi au regard des textes officiels.

Sur l'ensemble du pays les marabouts font presque ce qu'ils veulent. Il est de notoriété publique que la plupart d'entre eux envoient leurs talibés mendier dans les rues de la ville et des villages pour leur enrichissement personnel en prétextant que c'est la tradition et qu'en échange ils apportent aux enfants des familles pauvres la "connaissance". Mais malheur à l'enfant qui ne rapporte pas assez d'argent. C'est ce qui est arrivé au jeune Sillèye Ba, âgé de huit ans, le 4 avril dernier à Saint Louis. Il avait été battu presque à mort par son "maître". Son dos était lacéré jusqu'au sang à coups de lanière de cuir. Il avait ensuite été enfermé dans un cagibi durant 72 heures sans avoir à boire ni à manger. Il a été sauvé de justesse car il avait réussi à crier des appels au secours. Cette affaire a été rendue publique grâce à des membres

d'organisations humanitaires comme l'UNICEF et des ONG. S'il n'y avait pas eu de tapage médiatique autour de cette affaire, les autorités auraient certainement fermé les yeux. Cette fois-ci, le marabout tortionnaire a été semble-t-il, déféré au parquet. Il est fort probable qu'il s'en sortira à bon compte. Mais pour une affaire rendue publique combien d'enfants subissent-ils de telles souffrances?

De tout temps, les hauts dignitaires religieux ont été les complices des régimes en place. Tout ou presque leur est permis. Les médias d'Etat leur sont largement ouverts et contribuent ainsi à la propagation des idées les plus rétrogrades et plus particulièrement à l'encontre des femmes. Un certain nombre de journaux locaux indépendants du pouvoir signalent cette dérive de plus en plus flagrante. C'est ainsi que dans le numéro du 23 mai 2003 du journal *Wal Fadjri* on peut lire que : "...la présence du fait et du propos religieux sur les ondes des radios et au niveau du service public de l'audiovisuel commence à susciter bien des interrogations..."

Ce qui est nouveau ce n'est donc pas la puissance des hauts dignitaires musulmans au Sénégal mais le fait qu'ils sentent peut-être que l'occasion est venue de ne pas se contenter des facilités et des privilèges accordés par le pouvoir mais d'impulser leur propre volonté jusque y compris dans les textes de lois qui, jusqu'ici, sont officiellement "laïques". Mais se contenteront-ils de leur démarche actuelle qui se veut "pacifique" et prétendument "démocratique"? Rien n'est moins sûr. Lorsqu'ils se sentiront plus forts ils n'hésiteront pas à s'imposer y compris par la force même si aucune loi ne les y autorise. Ils savent très bien que les lois, on peut passer outre et les changer à volonté lorsqu'on a la force avec soi. Seuls les naïfs croiront que le parlementarisme est un garde-fou

contre la montée islamiste au Sénégal comme ailleurs.



La nigériane Lawal condamnée à mort (en sursis) par des islamistes

Cette volonté du "comité islamique" d'instaurer la charia au Sénégal comme c'est déjà le cas en Mauritanie voisine, illustre-t-elle une réelle montée de l'islamisme radical au Sénégal? C'est possible. Mais le simple fait que les islamistes sentent que le vent leur est favorable est déjà un signe annonciateur que les idées progressistes reculent au Sénégal.

L'aggravation de la misère, la désillusion de ceux ayant cru aux promesses non tenues du "sopi" (changement en Wolof) de Wade lors de la campagne électorale de l'an 2000, rejettent un nombre toujours plus grand de personnes dans les bras des islamistes. Et ce, d'autant plus que la population laborieuse ne voit pas lequel parmi les partis politiques pourrait lui offrir une perspective d'amélioration de son sort. Dans l'opposition actuelle il y a le PS qui a gouverné depuis l'indépendance jusqu'en 2000. Il s'était illustré par la gabegie, la corruption et la servilité envers l'impérialisme français. Les autres partis sont soit au pouvoir avec Wade, soit dirigés par ceux qui en sont sortis après avoir "mangé". Quant à la principale centrale syndicale, la CNTS, elle n'en a pas fini avec ses luttes intestines entre l'ancienne direction favorable

au PS et la nouvelle pro-gouvernementale. Ce qui affaiblit les luttes revendicatives de la classe ouvrière et contribue à la démoralisation d'un grand nombre de travailleurs.

En tous cas, si jamais les islamistes parvenaient à leur dessein d'introduire la charia au Sénégal, ce serait un grand recul de

plus pour l'ensemble de la population et plus particulièrement pour les femmes et les jeunes. Mais pour les travailleurs aussi ce sera un recul car les islamistes ne s'arrêteront pas à mi-chemin en ne s'en prenant qu'aux plus faibles. Ils voudront mettre au pas l'ensemble de la population comme au Soudan ou dans certains Etats du Nigéria où ils sévissent actuellement.

COTE D'IVOIRE

GBAGBO ET SON OPPOSITION ARMÉE SIGNENT LA PAIX...EN SE PRÉPARANT A LA GUERRE

La crise ivoirienne dure maintenant depuis 8 mois. Après plusieurs rebondissements, elle semble connaître aujourd'hui une période d'accalmie. Un gouvernement d'union nationale a été constitué et un "cessez-le-feu intégral" a même été signé le 4 mai dernier. Mais il faut se méfier de leur "paix" car elle risque de voler en éclats à la première occasion. Ils sont toujours à couteaux tirés.

D'un côté, donc, tous ces va-t-en-guerre crient à qui veut entendre qu'ils vont vers la normalisation. De l'autre, ils continuent de s'armer, comme s'ils se préparaient à reprendre les hostilités. Ainsi, les rebelles font venir des armes et des munitions par convois de conteneurs et Gbagbo, quant à lui, ne cesse de faire de nouvelles acquisitions en armes de tout genre et même en avions et en hélicoptères de guerre. Qui cherche la paix prépare la guerre, dit-il.

Quelle quantité d'argent est sortie des caisses de l'Etat pour être engloutie dans l'achat d'armement? L'équipe de Gbagbo, annonce le chiffre de plusieurs dizaines de milliards de francs CFA. Tous ces frais supplémentaires se font bien évidemment au détriment des secteurs utiles à la population.

Combien d'hôpitaux, combien d'écoles, on aurait pu construire avec ces milliards. Ce n'est pas à lui, ni à sa famille, ni à sa clique, que ces structures feront défaut. Leurs enfants vont à l'école dans les pays riches et se soignent dans les cliniques chics ou bien en France.

Quant à aller faire la guerre, là non plus, ce ne sont pas ces gens-là qui se risqueraient à prendre des armes et mettre en péril leur vie. Ils se contenteront de se planquer derrière! Ils trouveront quelques imbéciles pour mourir pour eux, moyennant argent, accompagnés de quelques démagogues patriotiques. De plus, ils savent que si les choses se gâtaient, l'impérialisme français est là pour les protéger, comme il l'a fait dans le passé pour les Bédié et Ouattara.

Quant à Soro et sa bande, n'ont-ils pas déjà gagné quelques fauteuils ministériels? Ne contrôlent-ils pas toute une partie du territoire et la prébende qui va avec? Pour quels motifs abandonneraient-ils donc tous ces privilèges si ce n'est pas pour en avoir plus et dans de meilleures conditions? Pour les "intérêts supérieurs du pays" comme ils le disent? Autant en rire! Comme Gbagbo, Bédié, Ouattara et consorts,

ils s'en moquent tous comme de leurs premières chaussettes! Ils laissent ça aux naïfs qui veulent bien croire à toutes leurs démagogues meurtrières.

Mais même si on leur fait un seul instant le crédit de croire à leur désir de faire la paix, en se disant, par exemple, que Gbagbo, Guillaume Soro, Louis Dakoury et bien d'autres, ont peut-être atteint leurs objectifs et voudraient par conséquent mettre fin à la guerre, dans ce cas, une autre question se pose: est-ce qu'il en va de même pour leurs troupes respectives? Là, on peut déjà en douter. Et eux mêmes le savent, d'ailleurs. Voilà pourquoi chacun d'entre eux s'arme

à qui mieux-mieux. Après tout, se disent-ils, cette guerre, c'est avec la peau des autres qu'ils la font!

Eh bien, non! Les travailleurs ne peuvent compter sur aucun d'entre eux pour arrêter cette guerre. Ils ne doivent compter que sur leurs propres forces en s'unissant sur la base de la solidarité de classe, par-delà leur appartenance ethnique ou nationale. Ils ont à se méfier de leurs ennemis communs que sont tous ces dirigeants politiques de la bourgeoisie dont la seule ambition est d'exercer le pouvoir afin de faire main basse sur les caisses de l'Etat quitte à entraîner le pays vers le chaos!

COTE D'IVOIRE

DE NOUVEAUX MASSACRES A L'OUEST

La population de l'Ouest est aujourd'hui otage des bandes armées qui sévissent dans la région. A commencer par les soldats loyalistes, en passant par les combattants rebelles, jusqu'aux groupes armés inter-ethniques ivoiriens ou venus du Libéria voisin. Ils font tous régner la terreur. C'est ainsi que, depuis plus d'un mois, on ne cesse de nous raconter les massacres que subissent les populations pauvres de cette région malgré la signature de cessez-le-feu entre les belligérants. Tantôt ce sont les bombardements par hélicoptères du gouvernement dans la région de Zouan-Hounien et Danané, tantôt ce sont des combattants rebelles qui tuent les pauvres paysans à Bangolo ou bien des groupes armés inter-ethniques qui sévissent dans les villages.

L'évocation de ces massacres est devenue aujourd'hui un fonds de commerce pour les politiciens qui n'hésitent pas à dramatiser les massacres perpétrés par le ou les camps d'en face tout en se taisant sur ceux dont ils ont la responsabilité directe ou indirecte.

Les ONG qui, depuis l'avènement de la guerre ont poussé comme des champignons, font la même chose, pour continuer à bénéficier des aides sans doute. Chaque jour, sur les ondes de la radio nationale et de la télévision première chaîne, on nous fait passer des témoignages plus ou moins tendancieux. Toujours est-il que l'insécurité qui y règne empêche l'économie de tourner normalement sur toute cette région. Le gouvernement et les forces nouvelles (coalition des trois groupes rebelles) ont donc d'un commun accord décidé d'envoyer une armée de "sécurisation" de la région. Cette force composée des militaires loyalistes, des combattants rebelles, de la force Licorne et de l'Ecoforce s'est d'ailleurs déployée depuis le 23 mai. Pourra-t-elle vraiment mettre fin aux massacres et soulager les Wê et les Yakouba de leurs souffrances? Certainement pas! Tant l'objectif de cette force pilotée par les pays impérialistes est avant tout de permettre l'écoulement des produits tel que le café, le cacao et les grumes dont l'économie capitaliste a besoin. Quant aux souffrances des populations qui subissent cette

guerre, c'est le dernier de leurs soucis.

COTE D'IVOIRE

PROLIFÉRATION DES BANDES ARMÉES UN DANGER POUR LA POPULATION

Ce n'est plus un secret, les bandes organisées se multiplient à Abidjan. Certaines d'entre elles arborant des tee-shirts verts ou noirs, se montrent au vu et au su de tous. Ces groupes composés de jeunes désœuvrés, se disant patriotes sont, selon la presse, au nombre d'une trentaine.



Groupe armé pro-Gbagbo à Abidjan en janvier dernier

Parmi eux, il n'est pas impossible qu'il existe des vraies milices armées, chapeautées par des gens comme Mamadou Koulibaly, l'actuel président du parlement ou encore par Simone Gbagbo. On découvre aussi à la tête de ces différents groupes, des députés, des maires, des conseillers municipaux, appartenant au FPI et au PDCI, ainsi que des opportunistes de tout poil. Ces dirigeants sèment la haine d'autant plus aisément qu'ils savent que si un conflit ethnique se généralisait dans ce pays, ils seraient parmi les privilégiés à prendre le premier avion mis à leur disposition pour aller se planquer.

Parmi ces groupes, il y en a qui ont fait le choix de faire

croire qu'ils sont armés et sont prêts pour une guerre totale. D'autres se déclarent sans armes, se contentant tout juste de montrer leurs muscles. Il y a probablement un peu de tout cela en même temps. En tout cas ils ne sont pas sortis de nulle part. La plupart d'entre eux ont déjà servi pour les basses besognes de certains dirigeants du FPI et participé aux derniers massacres et exactions contre les populations jugées indésirables par le pouvoir.

Aujourd'hui, la situation est un peu différente du fait que les protagonistes parlent plus volontiers de réconciliation nationale et de paix. Mais ce n'est vraisemblablement qu'une parenthèse.

L'objectif actuel de ces bandes, armées ou pas, est le même : se faire embaucher dans une structure quelconque, dans l'armée, la police, etc, ou plus simplement, en monnayant en argent comptant leur dissolution.

Chacun sait que les recrues du MPC, principal mouvement rebelle, tenteront elles aussi d'intégrer quelques structures dans ce genre et monnayeront également leur position.

Déjà des négociations se seraient engagées entre le pouvoir et les rebelles pour intégrer le même nombre de rebelles et de miliciens au sein de l'armée. On avance le chiffre de 3.000 combattants pour chaque camp.

Ce qui est sûr, c'est que ces bandes, qu'elles soient intégrées dans l'armée ou pas, qu'elles soient dissoutes ou pas, laisseront des traces pour longtemps. De plus, les dirigeants du FPI, du PDCI et du MPC et consorts n'hésiteront pas à remobiliser leurs troupes à tout

moment en cas de reprise des hostilités. Et le fait qu'elles se soient constituées sur des bases

ethniques restera un danger mortel pour les populations vivant dans ce pays.

COTE D'IVOIRE

COUP DE COLÈRE DES CHAUFFEURS DE GBAKA

Le 4 mai dernier, les chauffeurs de gbaka des communes de Yopougon et d'Abobo ont marqué un arrêt de travail. Ils protestaient ainsi contre le racket intempestif des agents de l'ordre. Il est à noter que depuis le début de cette crise, ces agents, sous prétexte de la guerre ont érigé des barrages sur toutes les routes des quartiers d'Abidjan. Ces barrages ont été multipliés sur d'autres lignes comme celle d'Abobo - Anyama. En plus de ces multiples barrages, il y a aussi les "contrôles de routine" opérés par des agents mobiles. Ainsi, sur un parcours de 10 km où il y avait au moins deux barrages avant la guerre, on en trouve aujourd'hui 5 à 6. Et à chacun de ces barrages, les chauffeurs doivent déboursier une somme de 500F CFA, papiers en règle ou pas. Pour ce 4 mai, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase est venue du côté des éléments mobiles de la gendarmerie d'Agban

qui ont débarqué à la gare routière d'Adjamé pour ensuite confisquer les pièces des chauffeurs de gbaka et leur demander de verser chacun une somme de 6000 F CFA. Ce qui a aussitôt provoqué la colère des chauffeurs qui ont bloqué la circulation. Cela a suffi pour que les autorités politiques interviennent pour que les chauffeurs reprennent possession des pièces de leurs véhicules ainsi confisquées.

Evidemment ce mouvement de colère spontané ne peut pas suffire pour mettre un frein à ce scandale que subissent les petites gens, surtout les chauffeurs du transport en commun urbain. Pour mettre fin au racket de tous ces corps habillés, il faudrait une mobilisation plus large. Une mobilisation qui perturbe la vie économique de la capitale. Parce que, tant que les bourgeois peuvent faire leurs affaires, le racket que subissent les pauvres, ils s'en moquent.

MONTÉE DE LA MISÈRE DANS LES BAS QUARTIERS ET DÉBROUILLARDISE AU QUOTIDIEN

Au fil des ans, le degré de pauvreté des travailleurs ne cesse de s'accroître. Actuellement, le chômage, un véritable problème depuis des années, bat son plein.

Aujourd'hui, à Abobo, dans le quartier proche de la forêt classée du Banco, faute de trouver du boulot, des jeunes hommes, des jeunes femmes et même des vieillards sont obligés de se rabattre sur cette forêt cherchant fagots, escargots ou autres animaux, en résumé,

tout ce qui est susceptible d'être vendu, bravant ainsi les contrôles des gardes des eaux et forêt. Tout ceci, pour survivre. La situation est d'autant plus grave que des enfants âgés de 7 à 12 ans sont eux aussi obligés de faire de même ne serait-ce que pour avoir le petit déjeuner avant d'aller à l'école; ce qu'on ne voyait pas il y a un an. Et cela, parce que les parents sont, soit retraités, soit chômeurs ou tout simplement des travailleurs mal payés comme ça se voit partout.

Quelle est cette société bourrée de richesses inimaginables dans laquelle des populations entières sont condamnées à vivre

dans la pauvreté, dans l'analphabétisme, dans la faim, dans la famine? Le capitalisme n'a vraiment plus sa raison d'être.

AFFAIRE ELF

QUAND BONGO JOUE AU MONSIEUR PROPRE

Au cours du procès, à Paris, sur l'affaire du financement occulte ayant cours au sein de la compagnie pétrolière française Elf et de ses succursales africaines (Gabon, Cameroun, Congo, Nigéria et Angola), le président gabonais Omar Bongo a été à plusieurs reprises cité par Tarallo, un prévenu, ancien cadre financier du groupe. Celui-ci affirme avoir ouvert et géré des comptes bancaires, pour Bongo, et l'accuse d'avoir touché des pots de vin de la part d'Elf, par le truchement d'un circuit secret.

Tarallo raconte qu'en " 1990, il y a eu des émeutes à Port-Gentil où pour la première fois, Elf-Gabon a interrompu sa production. Dans ce contexte, le président Bongo s'est demandé s'il allait garder le pouvoir. C'est ainsi que l'idée est venue de constituer une sorte de caisse d'épargne...de réserve, en cas de malheur. Une caisse très confidentielle que je devais gérer pour lui, mais le propriétaire, c'était bien lui". Répondant à une autre question sur les biens de Bongo, le même Tarallo a affirmé : "Le président Bongo a plusieurs appartements à Paris, qui sont détenus par des tiers. Il a aussi une résidence privée à l'ambassade du Gabon, Avenue Raphael, c'est l'ensemble du dernier étage. Enfin, quand il vient à Paris, il est de notoriété publique qu'il descend à l'hôtel Crillon".

Ces déclarations mettent mal à l'aise ce voleur de Bongo. En effet, ce genre d'affaire qui éclabousse un président dans l'exercice de ses fonctions est rare en Afrique. En

général, on ne la dévoile qu'une fois fini le mandat. Bongo tente, bien maladroitement, de se défendre. Interrogé par une radio sur ces révélations, il a déclaré: "j'ignorais que j'étais si riche". Selon d'autres sources, ce même Bongo aurait des comptes secrets dans d'autres pays, en Suisse et en Allemagne notamment. Aux Etats-Unis, dans un rapport sur le "blanchiment de l'argent sale", le Congrès américain a estimé à 100 millions de dollars (plus de 65 milliards de francs CFA) les sommes détournées chaque année par Bongo et son entourage. Bongo aurait également touché de grosses commissions de la part d'Elf pour services rendus. En effet, cette compagnie, pour obtenir certains contrats auprès des présidents africains, envoie Bongo négocier avec ses pairs. Ainsi, il est intervenu plusieurs fois au Nigéria auprès des différents chefs d'Etat, et au Tchad.

Bien évidemment, Omar Bongo nie tout cela en bloc. Quel hypocrite ! Et pourtant, pour ne citer qu'un exemple de son mensonge, il a reconnu la fonction de mandataire joué par André Tarallo, rémunéré par lui-même 10 millions de dollars (un peu plus de 6,5 milliards de francs CFA) par an comme son "conseiller spécial". D'autre part, par un contrat officiel avec Elf, l'Etat gabonais détient 25 % du capital d'Elf-Gabon. Mais cet argent, au lieu de bénéficier à la population, est détourné en grande partie vers les comptes personnels de Bongo.

Alors quand il dit qu'il n'a

jamais touché un seul centime d'Elf à titre personnel, quand il affirme que ses mains sont propres, cela fait sourire. Ce dictateur-voleur s'est enrichi en permettant à l'impérialisme français de piller

les ressources pétrolières du Gabon. Ce qui est dévoilé par le truchement de ce procès Elf, n'est certainement qu'une infime partie du pillage et des détournements.

CENTRAFRIQUE

CHASSE AUX OPPOSANTS TCHADIENS

Grâce aux troupes composées de 2 000 hommes dépêchés par Idriss Déby à Bangui; grâce au soutien tacite du gouvernement français vis-à-vis de l'opposant Bozizé, celui-ci a réussi, après deux échecs successifs, à prendre le pouvoir à Bangui en renversant le président Ange Flélix Patassé. Comme il fallait s'y attendre, après la prise de la capitale, des éléments tchadiens, armés de kalachnikov descendaient dans les quartiers pour piller les populations. Parmi eux, d'autres éléments bien structurés, faisaient la chasse aux opposants tchadiens réfugiés en Centrafrique.

Des membres de l'opposition ont été arrêtés, tels Lucien Assalbaye et Kaguer Naguer; d'autres, comme Djémbété, Tchéré et les frères Kabo sont activement recherchés. La vie de ces opposants est en danger quand on sait les méthodes expéditives des dirigeants de Ndjaména et leurs sbires pour obtenir des aveux ou pour les faire taire définitivement.

Bien évidemment nous dénonçons ces arrestations arbitraires et les exactions commises par les bandes armées de Déby qui rançonnent les populations pauvres.

R D C

FLAMBEE DE VIOLENCE INTER ETHNIQUE

Dans la ville de Bunia (100 000 habitants) située dans la province de l'Ituri au nord-est de la RDC près de la frontière avec l'Ouganda, des affrontements ont eu lieu entre ethnies Hema et Lendu. Plusieurs milliers de personnes auraient péri en quelques semaines d'affrontements. Ces morts s'ajoutent aux 50 000 autres qui ont péri au cours de ces quatre dernières années. La haine s'est instaurée, avec les conséquences qui s'en suivent. D'autres ethnies locales, minoritaires, sont sommées de choisir leur camp. Ces derniers jours un demi-million de personnes, principalement des femmes et des enfants, auraient pris la fuite en grande partie en direction du sud, pour échapper aux combats. Elles sont menacées de famine et d'épuisement dans la jungle

équatoriale. 12 000 personnes auraient réussi à se réfugier en catastrophe et dans des conditions de survie dans et autour d'un camp de la Monuc (Nations Unies) à Bunia.

Les antagonismes en Ituri opposant les ethnies ne sont pas des choses nouvelles. C'étaient des conflits liés au fait que ces communautés étaient traditionnellement spécialisées l'une dans l'agriculture et l'autre dans l'élevage. Il arrivait que des troupeaux de bétail dans leurs déplacements piétinent des terres cultivées ou inversement des agriculteurs s'installaient sur des terres pouvant gêner les déplacements des bêtes, pour que les conflits éclatent. Mais l'un dans l'autre les conflits pouvaient se régler par des arrangements.

Ces oppositions étaient rentrées en sommeil progressivement. C'est depuis 1999, c'est-à-dire dans la période qui a suivi la mort de Laurent Désiré Kabila que l'Ituri est redevenue le théâtre d'un conflit sanglant entre les deux principales communautés. Ces dernières semaines les massacres ont redoublé d'intensité. Cela est lié au retrait des troupes ougandaises présentes dans la région ces dernières années. L'Ouganda, le Rwanda... et aussi le régime de Kabila ont manipulé les ethnies et continuent de le faire. Ils ont attisé les haines héritées des temps ancestraux et armé les protagonistes. Mais ces trois pays avaient fini, avec les pressions exercées par les grandes puissances, par se mettre d'accord sur un certain nombre de décisions. C'est ainsi qu'un gouvernement dit de transition a été mis en place à Kinsasha depuis le mois de mai pour organiser un semblant d'élections libres. De longues tractations ont fini par aboutir à la mise en place des structures où les chefs de guerre et les factions sont représentés selon un savant dosage en fonction du rapport de force en vigueur.

L'Ituri est une région très riche. L'or se trouve en abondance dans son sous-sol mais également le coltan et d'autres minéraux rares très recherchés par les industriels des grandes puissances. Récemment des gisements pétrolifères prometteurs ont été localisés dans le bassin du lac Albert situé dans cette région. Les populations locales qui vivent depuis des temps ancestraux sur ces terres généreuses et fertiles sont devenues gênantes pour les appétits des pilleurs au nombre desquels on peut compter l'Etat du Rwanda, les militaires Ougandais ainsi que les dirigeants de Kinshasa, tous appuyés sur des chefs de guerre maffieux ou des clans politico-ethniques. Les grandes puissances ne sont pas de reste. Les richesses du sous-sol ne font que transiter à Mombassa, à Kigali ou à Kinshasa. Leurs

destinations finales sont les grandes métropoles d'Europe ou d'Amérique. Tous parlent de la nécessité d'organiser une "pacification" des populations de l'Ituri sans qu'il soit précisé ce qu'ils mettent réellement derrière ce mot.

La France s'apprête à dépêcher sur les lieux un contingent expéditionnaire de militaires, à la demande de l'ONU dit-on, pour encadrer une force multinationale. Cela s'ajouterait aux 700 casques bleus uruguayens présents à Bunia depuis plusieurs années. Par cette opération, l'impérialisme français cherche sans doute à reprendre pied militairement dans cette région des Grands Lacs. Le Rwanda s'est déclaré hostile à ce projet. Ses dirigeants évoquent, non sans raisons, le génocide perpétré dans leur pays en 1994 par le clan Habiarimana au pouvoir à l'époque. Ce dictateur était connu comme étant un "ami" de la France. Cela s'est passé sous le nez des militaires français et sans doute l'approbation des conseillers militaires et civils liés à l'Elysée. Tous ont couvert les massacres avant d'assurer le repliement des génocidaires vers le Zaïre de Mobutu dans le cadre de l'"opération turquoise". C'est depuis ce pays qu'ils ont continué à mener des opérations meurtrières et une opération de propagande connue sous le nom de "radio mille collines".

Pour l'heure Paris s'est empressé de dépêcher en Ituri des "spécialistes militaires en logistique" sans doute des anciens du Rwanda de 1994. Tout cela se passe avec l'assentiment au moins tacite des grandes puissances à commencer par les USA. Ces grandes puissances semblent très intéressées par l'évolution de la situation dans cette région. La coalition au pouvoir à Kinshasa à laquelle tous semblent avoir accordé leur caution, aura-t-elle résisté au chaos actuel dans la province de l'Ituri? Les dirigeants impérialistes réussiront-

ils à faire accepter leurs décisions aux pays frontaliers, à commencer par le Rwanda? Tout cela suffira-t-il à mettre fin au processus de partition de fait de la RDC (ex-Zaïre) en plusieurs morceaux? En tout cas l'intervention des grandes puissances ne peut être qu'impéria-

liste c'est-à-dire destinée à garantir leurs intérêts de grandes puissances. Une telle intervention même se prévalant de l'accord de l'ONU ne se fera certainement pas dans l'intérêt des peuples concernés surtout lorsque d'énormes richesses sont en jeu.

IMMIGRATION

SARKOZY CHERCHE L'AIDE DES ETATS AFRICAINS POUR L'EXPULSION DES SANS-PAPIERS

Le ministre de l'intérieur Sarkozy multiplie sa politique d'expulsion par charters des étrangers en situation irrégulière. Récemment il a même déclaré à l'assemblée nationale que " c'est dorénavant toutes les semaines que des vols de ce type seront organisés". Et depuis, c'est parfois deux fois par semaine que des sans-papiers sont expulsés en direction de l'Afrique et d'autres pays comme la Roumanie. Selon les chiffres donnés par Sarkozy lui-même, dans les "quatre premiers mois de l'année, 4 000 étrangers en situation irrégulière ont été reconduits".

Les étrangers qu'on expulse sont ceux qui sont maintenus dans les zones d'attente car les autorités policières leurs ont opposé un refus d'entrée dans le territoire français. Ce sont des vols charters spéciaux Paris-Dakar, Paris-Bamako ou Abidjan qui sont organisés. Les étrangers sont accompagnés par un nombre important de policiers pour les mâter en cas de rébellion. Il arrive même qu'ils ligotent ceux qui s'opposent physiquement à l'embarcation dans l'avion.

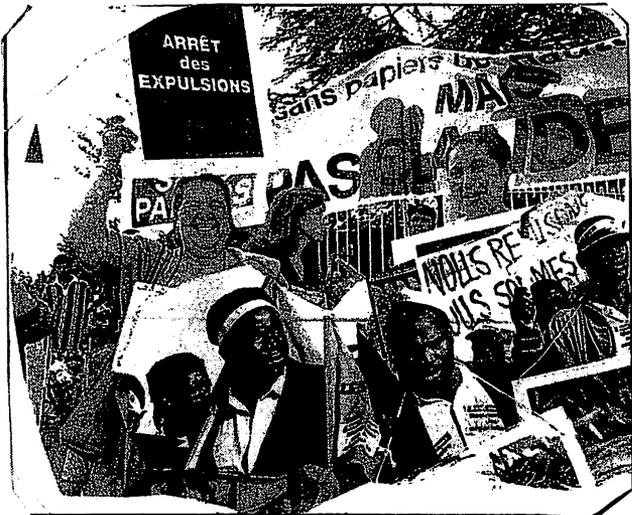
La chose nouvelle c'est que Sarkozy voudrait que les autorités africaines, celles du Mali, du Sénégal ou de la Côte d'Ivoire acceptent et collaborent dans l'expulsion de leurs ressortissants y compris par la violence. Mais en plus il voudrait que les dirigeants africains fassent accepter à leur

opinion publique sa politique musclée pour se débarrasser des sans-papiers.

Lorsque Sarkozy est allé au début du mois de février au Mali, Amadou Toumani Touré ne s'est pas précipité pour l'accueillir et s'entretenir avec lui, en tout cas pas publiquement, sur le sort des Maliens en situation irrégulière. Sarkozy a essayé de monnayer le départ volontaire des sans-papiers maliens. Officiellement il n'y a pas eu d'accord. Le moins qu'on puisse dire c'est que c'était un accueil plutôt froid.

Pour ce qui concerne le Sénégal, Sarkozy a eu des entretiens avec Wade à la mi-avril. Le ministre français a clairement proposé que des policiers sénégalais s'occupent du rapatriement des sénégalais frappés par des mesures d'expulsion. Dans tous les cas on a vu que dans le charter pour Dakar du 23 avril dernier, les expulsés ont eu la surprise de voir une vingtaine de policiers sénégalais venir prêter main forte à la police française. Evidemment cela n'est pas passé inaperçu au Sénégal, surtout à Dakar. Bien au contraire, un certain mécontentement est apparu y compris dans les médias. En tout cas le gouvernement de Wade a essayé de se justifier en déclarant que si la France doit rapatrier des sénégalais en situation illégale, le gouvernement sénégalais ne voudrait pas qu'ils voyagent dans des conditions inhumaines, donc il préfère que cela se passe sous la

surveillance de la police sénégalaise. Quelle hypocrisie ! Vu la réaction que cela a suscité Wade n'a pas envie de voir contre lui les médias sénégalais. D'ailleurs ce n'est pas la première fois qu'il se fait le complice des autorités européennes en matière d'expulsion. Il y a quelques mois c'était le gouvernement suisse qui avait demandé l'aide du gouvernement sénégalais pour résoudre ses problèmes avec des sans-papiers. La réaction a été très rapide dans une certaine fraction de la population sénégalaise. Wade a fini par reculer en renonçant à l'accord qu'il venait de conclure avec la Suisse quelques semaines auparavant.



Une manifestation des sans-papiers à Paris

Le gouvernement français et certainement d'autres pays occidentaux aussi, voudraient que les Etats africains s'impliquent davantage dans leur politique de fermeture de leurs frontières aux travailleurs africains. Pour l'instant ils n'ont pas trouvé des aides comme ils le voudraient. Mais les trouveraient-ils que cela ne résoudrait en rien les causes profondes qui poussent de plus en plus de personnes à l'émigration, parfois au péril de leur vie. Tout cela est le résultat de toute une politique de domination économique des pays impérialistes vis-à-vis du tiers monde. Ils pillent les richesses naturelles et, affament

les peuples. Comment s'étonner alors que des populations cherchent à immigrer pour travailler et nourrir leur famille.

Exiger la libre circulation des personnes et la régularisation de la situation légale de tous les "sans papiers" font partie aujourd'hui des revendications démocratiques les plus élémentaires. Le simple fait que les gouvernements des pays d'Europe, de gauche comme de droite, soient incapables de prendre et d'appliquer sans restrictions de telles mesures, ne serait-ce que par simple humanisme, montre à quel degré d'avilissement est tombée la société d'exploitation, même dans les pays les plus riches.

Mais cela montre aussi que l'organisation actuelle de la société est incapable de régler les problèmes les plus vitaux de l'humanité; celui de l'immigration pas plus que bien d'autres. Les travailleurs, la majorité pauvre des pays d'Afrique sont condamnés à crever de misère et ceux -une petite minorité- qui parviennent à fuir vers des pays dits riches, y seront de plus en plus réduits à végéter dans l'illégalité, transformés en gibiers pour la police, obligés d'accepter les travaux les plus pénibles, les salaires les plus dérisoires et la loi des pires crapules du patronat et des marchands de sommeil. On ne peut pas, on ne doit pas accepter que l'avenir soit réduit à ce choix, aussi intolérable l'un que l'autre. A force de tuer l'espoir pour les classes laborieuses des pays pauvres, les maîtres du monde finiront pas les pousser à la révolte, inévitablement. Mais pour que la colère et la révolte ne tournent pas vers des voies stériles, vers des violences qui, au lieu de nous libérer de l'exploitation, nous y enchaînent encore plus, il faut un programme, des objectifs, des organisations. Il faut que ceux des travailleurs africains que la misère a chassé de chez eux profitent de leur séjour

ici pour retrouver le programme révolutionnaire communiste hérité du mouvement ouvrier passé de l'Europe, en fassent leur propre programme. Il faut que ceux des intellectuels qui refusent la société actuelle les y aident. Il faut semer les graines de

la révolte consciente dans tous les pays d'Afrique afin que les exploités prennent leur part dans le combat futur pour mettre fin à la dictature de l'argent et de ceux qui le monopolisent, sur nos pays et sur le monde.

REFORME DES RETRAITES

UNE ATTAQUE INADMISSIBLE CONTRE LES INTÉRÊTS DE TOUS LES TRAVAILLEURS

Malgré le succès des manifesta-



Manifestation du 25 mai
dernier à Paris

tions des 13 et 25 mai dernier où plusieurs centaines de milliers de personnes étaient descendues dans les rues, à Paris et en province, le gouvernement de Chirac-Raffarin refuse de céder. Il veut coûte que coûte faire appliquer cette réforme qui consiste à faire travailler plus longtemps les salariés du public et du privé, à les faire cotiser plus pour toucher moins de pensions de retraite.

Dans les foyers, certains travailleurs immigrés sont inquiets au sujet de cette réforme. Et ils n'ont pas tort. La grande majorité d'entre nous ont commencé à travailler tard, à l'âge de 20 à 30 ans voire plus. Il va donc nous manquer des années de cotisations. Il va falloir travailler beaucoup plus que

l'âge de 60 ans pour bénéficier d'une retraite décente, faute de n'avoir pas assez d'argent pour cotiser à une retraite privée complémentaire ou pour payer des points. La plupart des travailleurs immigrés sont employés dans le bâtiment, dans les usines sur les chaînes, dans tous les métiers les plus pénibles. Physiquement, ils sont usés bien avant d'atteindre 60 ans. Si la réforme préconisée par Raffarin-Fillon aboutissait, ce serait un coup dur pour tous.

Déjà en 1995, le gouvernement de Juppé avait tenté de remettre en question les régimes spéciaux de retraite. Grâce à la mobilisation des travailleurs, ce projet avait échoué. Aujourd'hui Raffarin veut le reprendre à son compte. Il a même, à maintes reprises, rencontré les dirigeants syndicaux, mais pour la forme seulement. Il s'agit, en fait, d'une attaque de grande ampleur contre toute la classe ouvrière.

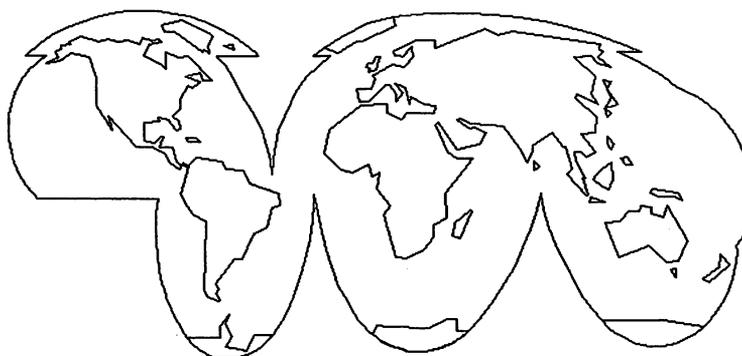
Une véritable campagne d'intoxication relayée par une certaine presse veut faire croire aux travailleurs que d'ici à 2020, le gouvernement ne pourra plus payer leurs retraites parce que la caisse sera en déficit. C'est pourquoi ces "réformes" sont indispensables, paraît-il, pour sauver le régime des retraites, et que c'est aussi pour leur bien que le gouvernement leur impose des sacrifices.

Tout cela, c'est du mensonge. L'argent, il y en a. Seulement

voilà: les pouvoirs publics, pendant des années, puisent dans les cotisations des travailleurs pour en faire cadeau aux patrons, sous forme notamment de réduction de charges sociales, sous prétexte de les aider à embaucher. On sait qu'ils ne le font pas, au contraire ils licencient. Les gouvernements, en réduisant les salaires, en prolongeant les délais des cotisations, et en diminuant les charges patronales, augmentent le profit des exploités. La riposte

de tous les travailleurs, qu'ils soient français ou immigrés est nécessaire pour faire reculer le gouvernement. En répondant massivement aux appels des syndicats à descendre dans la rue pour manifester, en restant ensuite mobilisés, les travailleurs, toutes catégories confondues, peuvent faire peur au patronat et au gouvernement. En inversant le rapport de forces en leur faveur, ils peuvent arracher le retrait pur et simple du projet Raffarin-Fillon.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.